

TIMOR ORIENTAL

ENJEU

La détérioration de la situation des droits de la personne au Timor oriental est préoccupante.

CONTEXTE

Ancienne colonie portugaise, le Timor oriental s'est retrouvé sans institutions ni gouvernement local après la révolution portugaise de 1974. Une guerre civile s'ensuivit et le 28 novembre 1975, le mouvement FRETILIN, victorieux, déclara l'indépendance du Timor oriental. Le 7 décembre 1975, sous prétexte de répondre à un appel à l'aide d'autres groupes timoraux et d'écartier une menace communiste, les troupes indonésiennes envahirent le territoire. Celui-ci fut annexé et est devenu la 27^e province de l'Indonésie le 17 juillet 1976. Alors que le Gouvernement indonésien a déclaré qu'il y avait eu 30 000 morts, les militants timoraux en fixe le chiffre à 200 000. L'ONU n'a toujours pas reconnu l'annexion du Timor oriental. Le 12 novembre 1991, les craintes de la communauté internationale se sont accrues quand les forces armées ont ouvert le feu sur un cortège funèbre à Dili, faisant des dizaines de morts. Le Timor oriental demeure sous les feux de l'actualité internationale, tout spécialement depuis que le Prix Nobel de la paix a été décerné conjointement à l'évêque Carlos Belo et à José Ramos-Horta, porte-parole du FRETILIN. La remise de ce prix a relancé les pressions internationales incitant l'Indonésie à faire de véritables efforts en vue de résoudre la question du Timor.

Les élections parlementaires qui ont eu lieu en Indonésie en mai 1997 ont été l'occasion d'une nouvelle vague de violence dans la région. Elle a pris la forme d'attaques de guérilla contre des bureaux de scrutin et d'attaques contre les forces de sécurité indonésiennes qui ont fait 34 morts. Les forces de sécurité ont par la suite arrêté quelque 120 personnes. Le 25 juin 1997, David Alex, un chef éminent de la résistance armée du Timor oriental, le *Falintil*, est mort après une rencontre avec les forces de sécurité indonésiennes; une enquête sur cet événement est toujours en cours. Divers facteurs ont contribué à la montée des tensions sociales et politiques au Timor oriental : une présence militaire très répandue et tyrannique, la prolifération de groupes paramilitaires et de forces anti-insurrectionnelles en Indonésie, la migration d'Indonésiens vers le Timor oriental, due en partie à des programmes officiels de transmigration, et la mise en oeuvre de plans de développement économique contestés pour ce territoire. En réponse aux actions de guérilla, les forces armées continuent de recourir à des arrestations nombreuses et souvent arbitraires, à la détention et à la torture. Dans ce conflit, les deux parties se sont livrées à des violations des droits de la personne.

Pendant plusieurs années, l'Indonésie a participé à des entretiens trilatéraux avec le Portugal, sous l'égide de l'ONU, dans le but de trouver « une solution juste et acceptable par la Communauté internationale ». La désignation de M. Kofi Annan au poste de Secrétaire général a donné un nouvel élan en faveur d'une solution négociée; en mars, le Représentant spécial du secrétaire général, M. Jamsheed Marker, s'est rendu en Indonésie et au Timor oriental. En juin, M. Ali Alatas, Ministre des Affaires étrangères d'Indonésie, et M. Jaime Gama, Ministre des Affaires étrangères du Portugal, ont repris les entretiens en présence du Secrétaire général, à New York. En août, de hauts fonctionnaires se sont rencontrés de nouveau dans